

# INFOS 8 : TOURS - ORLEANS

## INTERPELLATION DU PDG LORS DE SA TOURNEE DES CENTRES

02/02/2017

**La  
mobilisation  
contre  
le RIFSEEP  
doit continuer  
et s'amplifier !**

Bulletin avec les comptes rendus des camarades faisant part de leurs interventions auprès du PDG lors de sa visite de leur centre INRA.

Nous demandons donc de recevoir ces informations au plus tôt pour les communiquer rapidement aux sections. Ainsi les camarades pourront s'emparer des questions et interpeller le PDG sur les mêmes sujets.

**Compte rendu de section**

**TOURS - ORLEANS : mercredi 1<sup>er</sup> février 2017**



## Dates de la Tournée

- ➔ RENNES : jeudi 22 septembre 2016 – Cf. compte-rendu [Info1&2](#)
- ➔ AVIGNON : mardi 18 octobre 2016 – Cf. compte-rendu [Info1&2](#)
- ➔ JOUY EN JOSAS : jeudi 3 novembre 2016 – Cf. compte-rendu [Info3](#)
- ➔ CLERMONT FERRAND : mardi 22 novembre 2016 [Infos4](#)
- LYON : mercredi 23 novembre 2016
- ➔ BORDEAUX AQUITAINE : mardi 29 et mercredi 30 novembre 2016 [Infos5](#)
- ➔ DIJON : vendredi 9 décembre 2016 [Infos5](#)
- ➔ MONTPELLIER : mercredi 11 janvier 2017 [Infos6](#)
- ➔ TOULOUSE : jeudi 12 janvier 2017 [Infos7](#)
- ANTILLES : 18 – 19 – 20 janvier 2017
- COLMAR : vendredi 27 janvier 2017
- ➔ TOURS : mercredi 1 février 2017 [Infos8](#)
- CORSE : vendredi 3 février 2017
- ANGERS NANTES : mardi 7 et mercredi 8 février 2017
- LILLE : jeudi 9 février 2017
- POITOU CHARENTES : mardi 14 février 2017
- NANCY : lundi 20 et mardi 21 février 2017
- VERSAILLES-GRIGNON : jeudi 23 février 2017

## Renforcer la mobilisation

Renforcer la mobilisation signifie, **dans l'immédiat, continuer à organiser l'« accueil » du PDG INRA lors de sa tournée des centres** en lui rappelant le plus massivement possible, et sous des formes renouvelées.



Sections d'Orléans- Bourges



Le 1<sup>er</sup> Février, le PDG de l'INRA, Philippe Mauguin, viendra pour la 1<sup>ère</sup> fois sur le Centre Val de Loire, à Tours.

Dans toutes ses visites de centres, et encore récemment à Montpellier et Toulouse, les personnels l'ont accueilli en affichant massivement leur **refus de la mise en place du RIFSEEP**, cette prime inégalitaire qui ne pourrait que diviser les personnels, mettre à mal nos statuts et disloquer le travail d'équipe. Contrairement à ce qui est dit ici et là, **rien n'est joué** tant que ne sont pas votés et parus les décrets ministériels imposant ce système aux agents INRA. En conséquence, lors du Comité Technique INRA du 24 Janvier, **tous les syndicats de l'INRA, CGT, CFDT, SUD, CFTC, ont affiché leur refus de participer au groupe de travail** que la Direction voulait constituer pour discuter du RIFSEEP. Aujourd'hui, le PDG vient de renoncer à mettre ce groupe en place. **Enfonçons donc le clou et, comme nos collègues des autres centres INRA, proclamons notre opposition au RIFSEEP !**

Pour cela, nos sections syndicales mettront à la disposition des personnels, dans la salle où se tiendra l'Assemblée Générale avec le PDG, **une grande poubelle siglée « Le Rifseep à la poubelle »**. Elles invitent les agents à y jeter, après l'avoir signée, la feuille à découper ci-dessous.

Nombre de personnels d'Orléans et de Bourges ne pourront (ou ne voudront) pas venir à Tours, et il sera certainement difficile de s'exprimer au travers d'une visio. *Les sections CGT et CFDT d'Orléans proposent donc aux personnels de mettre à l'avance leur feuille Rifseep dans la poubelle qui sera disposée à l'entrée du restaurant **demain mardi 31 janvier***. Toutes les feuilles seront transférées le lendemain dans la poubelle de Tours lors de l'AG avec le PDG.

### LE RIFSEEP A LA POUBELLE !

Je refuse la mise en place de ce système inégalitaire et je demande à nouveau au Ministère et à la Direction Générale INRA que les ITA de l'INRA en soient exemptés comme le sont ceux d'autres organismes (IFREMER, ...)

Unité :

Signature :





## Assemblée générale et action anti-RIFSEEP

### Impressions

Environ 200 personnes en AG. Avant que Manguin ne fasse son discours, la CGT est intervenue au nom des 4 syndicats sur le Rifseep. Une banderolle intersyndicale avait été déployée sur les vitres et les poubelles remplies d'environ 200 bulletins « Rifseep à la poubelle » posées sur la table de la tribune où Manguin devait faire son discours. Nous sommes partis du fait que partout où il est passé Manguin a pu apprécier le rejet massif du Rifseep par les personnels, qui l'ont exprimé sous des formes renouvelées, cartons rouges, crashes d'avions et désormais poubelles. Nous avons ré-itéré l'exigence d'exemption pure et simple du Rifseep pour les ITA INRA, en nous félicitant que le groupe de travail prévu par la DG pour anticiper sa mise en place à l'INRA n'ait pas reçu l'aval des syndicats, et que la DG n'ait donc pas pu le mettre en place. Mais nous avons aussi tapé sur le fait que quelles que soient les mesures prétendant l'adoucir, le Rifseep, s'il était mis en place contre la volonté des personnels, resterait un outil de désintégration du statut au-travers de la mise en place des groupes de fonction (même s'ils correspondaient transitoirement aux grades), de rémunération individualisé au mérite, et donc de dislocation des équipes, et antinomique au fonctionnement d'un organisme public de recherche.

Quant aux « réajustements » de primes annoncées par certains, elles restaient totalement hypothétiques et de plus considérées comme devant s'appliquer « progressivement » sur plusieurs années avec la « garantie » d'un gouvernement sur le départ ! On a conclu sur le fait qu'on demandait à la DG de ne pas l'appliquer. Applaudissements nourris de la salle. Manguin a demandé si d'autres voulaient parler- appel du pied à la CFDT. Blesbois (CFDT) a pris la parole pour dire.... qu'elle ne faisait pas de déclaration mais se félicitait de la venue du PDG sur le site !

Manguin a donc dû nous répondre... et enlever lui-même les poubelles (photos !). En résumé, il a admis que la mobilisation était massive partout, très inventive aussi, et qu'il avait relayé cela au ministère. Il a pris acte que rien ne peut se faire à l'INRA si les décrets l'imposant aux ITA ne sont pas publiés. Mais il a repris le couplet sur « Y qu'à l'INRA, on va être isolés si le CNRS le met en place... », et donc dit que la DG sur son propre plan réfléchissait pour ne pas se retrouver au pied du mur si le texte tombait en bout de course gouvernementale. Mais si les textes ministériels ne sont pas publiés, il ne fera rien. Moralité ; renforcer la mobilisation au niveau INRA comme MESR !

Après son discours, très convenu sur INRA 2025, 3 autres CGT sont intervenus sur poussée vers l'innovation, UE, situation des doctorants, La CFDT, comme SUD et CFTC, n'ont rien dit.

- On l'a attaqué sur la mise en avant "innovation" qu'il revendique, en pointant, au-delà du devenir des recherches cognitives, celui des recherches finalisées mais sur secteur non marchand. Un bon angle d'attaque que Manguin a dû reconnaître, mais il s'en est tiré par une pirouette sur l'équilibre à trouver entre cognitif, finalisé non marchand et marchand.

- UE : Manguin a redit contre toute vérité que l'absence de labellisation ne signifiait pas être (nécessairement) privé de soutien de base ou de postes !



- Il a parlé de Saclay pour indiquer qu'il avait été hier soir à un dîner du groupe de travail sur l'université-cible, et que contrairement à ce qui avait été dit par Gilles Bloch (le chef Comue Paris Saclay), les DG des organismes présents (INRA, CNRS, CEA) auraient obtenu que le renouvellement des unités de recherches ne passe pas par l'aval nécessaire de la Comue. Lui faire dire officiellement au CSN a un grand intérêt.

- Il est revenu plus généralement sur les relations université- INRA pour dire que ce n'est une question de structure, Comue ou autre il s'en fout, mais l'INRA doit avoir une politique volontariste pour proposer ses objectifs 2025 aux universités, il est conscient des problèmes de mutualisation- économies que nous avons soulevés, mais ce ne serait pas la question aujourd'hui.- A peu près le même discours sur l'Irstea: INRA et Irstea sont complémentaires, sans recouvrement (moi- AR, je n'en suis pas si sûr, au moins sur les aspects ITA). Il faut voir la science qu'on peut mettre en commun avant toute chose, et si on lui avait dit qu'il faut centrer sur la question de la fusion des 2 EPST, il n'aurait pas accepté la lettre de mission :- D. Ils ont ficelé un groupe de travail 5 INRA (Soussana, Caquet, Richard, plus 2 autres)- 5 Irstea pour aller très vite: but = rapport pour le ministre 2eme semestre (il sera plus là !). Il faut le ré-interpeller sur Irstea en demandant à avoir la lettre de mission de ce groupe.

- Il a tapé à de multiples reprises, directement ou indirectement, sur Houillier (*j'ai trouvé le dossier sur la table en arrivant, c'est un choix de mon prédécesseur et je fais avec, ...*).

### Rencontre entre les représentants du personnel et Philippe Mauguin, PDG

Présents:

- Philippe Mauguin
- Claude Ronceray
- Christian Huyghe
- Philippe Chemineau
- Hélène Lucas
- Catherine Beaumont
- Stéphane Cruzol
- Nathalie Pouvreau

Syndicats présents : CGT, SUD, CFDT, CFTC

**Philippe Mauguin (PM) introduit la discussion et demande les questions qui seront abordées par les syndicats.**

- **Recherche Animale :**

Quel sens à donner à cette recherche, surtout dans les Unités Expérimentales. Les UE ont l'impression de subir une réglementation inadaptée (notamment financièrement), qu'elles ne peuvent modifier. Incompréhension du système et évolution des dispositifs.

Réponse : Les visites de Centres servent à rencontrer les agents, il faut donner de la visibilité, un avenir, un sens à la Recherche Animale (RA) au sein de l'INRA. L'agriculture du Nord, durable, passe par l'élevage. PM réaffirme cette importance stratégique pour l'agriculture et la planète (Santé, Bilan carbone, Bien-être). « J'assume mettre la RA en avant dans la recherche publique. L'INRA n'est pas uniquement producteur de connaissances, c'est aussi un Producteur d'expertises ». Une convention sera signée au Salon de l'Agriculture sur le bien-être animal (l'INRA sera le centre de référence national sur ce sujet).

- **RPS :**

PM : « Les RPS sont présents dans tous les univers professionnels. Les RPS sont ma, ou plutôt une de mes grosses priorités ». Il comprend les problèmes causés par les regroupements qui ont eu lieu à PHASE et aux SDAR. Il y a un gros travail de coopération entre les représentants du personnel et la présidence de centre, c'est une bonne démarche. Les plans RPS doivent être le plus ambitieux possibles, ne pas les sous-estimer. Il faut agir avec délicatesse, finesse d'analyse, pour cerner l'atmosphère au sein des collectifs. Trouver un équilibre, par des cahiers des charges et des études, et l'avis des inspecteurs de la santé au travail indépendant.

**Christophe Gauthier : Quid des cas individuels ?**

Claude Ronceray (CR) : « On essaie de respecter le CHSCT, lieu de discussion. Les mutualisations entraînent des difficultés d'organisations (notamment PHASE): on encourage le Centre et le Département à travailler ensemble ». « Les grandes unités découlent souvent de petites unités obligées de fusionner parce qu'elles n'ont pas su travailler ensemble ».

CFDT (?): Il existe des situations d'incompréhension faces aux mesures prises, de démobilisations, les agents prennent sur eux.

PM : L'ambiance dépend-elle des unités ?

Réponse syndicale : Varie beaucoup selon les unités, mais le financement par contrats et le grand nombre des embauches de non-titulaires empêchent les agents d'avoir une vision à long terme.

PM : A fait remonter la demande de soutien de base.

Philippe Chemineau (PC) : C'est le rôle des DU d'organiser les équipes ; Il existe des formations pour cadres intermédiaires, afin qu'ils soient mieux équipés pour assurer leur rôle.

Réponse syndicale : Les formations recommandent de se reposer sur les RH.

PM : Le premier budget formation est consacré aux personnes qui subissent des RPS.

- **Mutualisations :**

PM : On peut agir à 2 niveaux :

Etudes préalables aux rapprochements et mutualisations. Une fois mis en œuvre, on étudie le retour et les points positifs. « On essaie d'avancer ensemble ».

Les DU, Conseils de service donnent un cap et un sens. « Si je prends le temps de venir, c'est pour ne pas apporter une vision béate d'un avenir radieux ».

- **RIFSEEP**

PM a entendu le souhait d'une déclaration intersyndicale. Par équité, comme dans les autres centres, 1 ou 2 personnes s'exprimeront en début d'AG sur le sujet.

- **PPCR**

PM : « C'est un raté », le PPCR a été mal compris et la DG a été incapable de repérer la baisse de salaire pour certains agents. Les messages des Présidents de Centre, non-nominatifs, ont été insuffisants. Les compensations financières n'ont pas encore débuté. « C'est vrai, à refaire, on agirait autrement. On ne voulait pas dire à 10 000 agents qu'ils perdraient peut-être une partie de leur salaire, alors qu'il y avait 100 agents touchés, peut-être plus. C'était une situation extrême. A quelque chose malheur est bon », ça a mis en lumière une situation difficile.

CR : Tous les dossiers des agents concernés seront traités, ils doivent néanmoins se faire connaître.

- **Avenir du site d'Orléans :**

PM : « En tant que Président, je ferai tout pour l'avenir d'Orléans ». Orléans n'est pas un parent pauvre, la recherche forestière est stratégique, sur un axe Bordeaux Nancy Orléans. « Les gens de la forêt que je connais bien ». L'INRA est un acteur de référence national. « Le sol, avec le carbone et la COP 21, c'est vraiment super stratégique ». Il y a 30 ans, la forêt et le sol étaient déjà minoritaires. Il faut aussi qu'il y ait une mise en avant des sols. Ils représentent 2 points forts pour Orléans à moyen terme. Concernant les SDAR, il faut qu'il y ait « ce qu'il faut pour la Recherche ». Beaucoup d'efforts ont été consentis pour la préservation des emplois scientifiques et techniques. Hiérarchie dans les priorités des : Chercheurs, IT, administratifs. Par rapport aux RPS, « on n'est pas si mauvais par rapport aux autres ». Les départs en retraite vont faire apparaître des tailles critiques dans les unités. « On est dans la même barque ».

## Péripéties syndicales avec SUD, CFDT et CFTC de Tours avant l'AG du 1/2

**Jeudi 26/1/2017:** réunion intersyndicale à Tours de 13h à 14h. Présents Sébastien Lavillate et François Drumont pour la CFDT, Dominique Leroux et Isabelle Grasseau pour la CFTC, Florence Favreau pour SUD et votre serviteur (Christophe Gauthier) pour la CGT.

Trois points ont été abordés : **1-** A ce jour aucune invitation à une rencontre avec Mauguin ne nous est parvenue "officiellement". Le programme a été affiché dans une unité et nous a été transmise par la CFTC. Nous trouvons tous que c'est un peu "fort de café", mais que pratiquer la politique de la chaise vide ne nous semble pas judicieux. Il est convenu d'y aller quand même et je préviens les autres que je vais certainement faire une déclaration pour dénoncer cette pratique qui ne va pas dans le sens du dialogue social "chanté" par notre PDG. **2-** Quelle action pour la venue du PDG et le RIFSEEP ? Je propose de retenir l'idée de nos camarades d'Orléans et de la "POUBELLE A RIFSEEP". L'idée est retenue à l'unanimité. Et j'informe que nous proposons de mettre une banderole "NON au RIFSEEP" avec les sigles de nos 4 syndicats dans la salle de l'AG. Pas d'opposition à la mise en place. **3-** Pour prévenir les agents, nous décidons de préparer un tract à envoyer par la liste "sympas".

**Lundi 30/01/2017 :** Je découvre que la présidente nous a invités par mail le 27/01/2017 (15h30) à participer à une réunion avec Mauguin de 10h15 à 10h45 le 1<sup>er</sup> février. N'ayant pas pu travailler le tract pendant le WE et ne voyant rien venir, je prends l'initiative de transformer le tract d'Orléans (validé par la CGT et la CFDT) pour le mettre au goût de Tours. Ce qui permet de gagner du temps et d'avoir une synergie entre les deux sites. Le tract est transmis par mail aux protagonistes de la réunion intersyndicale avec celui d'Orléans (pour info) vers 11h. Il est approuvé assez rapidement par SUD et par la CFTC (Dominique LEROUX) dès l'après-midi de lundi.

**Mardi 31/01/2017 :** Je relance la CFDT dès 9h le matin : aucun signe de vie. J'interpelle Fabrice (CFDT) à la cantine (11h45) pour connaître leur position. Il me répond assez embarrassé que Elisabeth Blesbois (CFDT) "bloque" le tract parce ce qu'elle n'est pas d'accord. A 13h la CFDT commence à retoucher le texte et nous prévient qu'Isabelle Grasseaux (CFTC????) transmettra à l'intersyndicale une nouvelle version du tract le plus tôt possible !!! A 14h, alors que je me rends aux locaux syndicaux pour négocier je "tombe" nez à nez avec E. Blesbois : invective de part et d'autre et négociation rompue. Je vous passe les détails des différents mails, coup de téléphone et contre-proposition : mais à 15h, nous touchons au but ! Tous sont d'accord il ne manque que la CFTC... qui fait une contre-proposition à 15h20. Proposition qui réintroduit un texte inacceptable pour la CGT et SUD dans la partie détachable et qui éliminent les questions au recto du tract. A 15h30 la CFDT change d'avis (!) et opte pour le tract CFTC. Notre version sera donc envoyée avec les logos de la CGT et de SUD et j'en informe les organisations syndicales locales. La procédure de distribution du tract est lancée (merci Bérange), le tract est distribué, l'affaire est réglée à 16h02... et à 16h07 : la CFTC souhaite rediscuter du texte pour trouver un compromis.

E Blesbois nous a "pourri" la journée sans JAMAIS avoir eu un lien direct avec l'intersyndicale (c'est très fort). De plus c'est elle qui a prévenu la présidente de centre par SMS de son oubli d'invitation des OS.

**Bilan des courses : Un tract CGT-CFDT sur Orléans, un tract CGT-SUD sur Tours et un tract CFDT-CFDT sur Tours (cf ci-dessous). Mais seule la CGT interviendra dans l'AG !**

## Tract intersyndical CGT et CFDT diffusé sur le site d'Orléans



### Sections d'Orléans- Bourges

Le 1<sup>er</sup> Février, le PDG de l'INRA, Philippe Mauguin, viendra pour la 1<sup>ère</sup> fois sur le Centre Val de Loire, à Tours.

Dans toutes ses visites de centres, et encore récemment à Montpellier et Toulouse, les personnels l'ont accueilli en affichant massivement leur **refus de la mise en place du RIFSEEP**, cette prime inégalitaire qui ne pourrait que diviser les personnels, mettre à mal nos statuts et disloquer le travail d'équipe. Contrairement à ce qui est dit ici et là, **rien n'est joué** tant que ne sont pas votés et parus les décrets ministériels imposant ce système aux agents INRA. En conséquence, lors du Comité Technique INRA du 24 Janvier, **tous les syndicats de l'INRA, CGT, CFDT, SUD, CFTC, ont affiché leur refus de participer au groupe de travail** que la Direction voulait constituer pour discuter du RIFSEEP. Aujourd'hui, le PDG vient de renoncer à mettre ce groupe en place. **Enfonçons donc le clou et, comme nos collègues des autres centres INRA, proclamons notre opposition au RIFSEEP !**

Pour cela, nos sections syndicales mettront à la disposition des personnels, dans la salle où se tiendra l'Assemblée Générale avec le PDG, **une grande poubelle siglée « Le Rifseep à la poubelle »**. Elles invitent les agents à y jeter, après l'avoir signée, la feuille à découper ci-dessous.

Nombre de personnels d'Orléans et de Bourges ne pourront (ou ne voudront) pas venir à Tours, et il sera certainement difficile de s'exprimer au travers d'une visio. *Les sections CGT et CFDT d'Orléans proposent donc aux personnels de mettre à l'avance leur feuille Rifseep dans la poubelle qui sera disposée à l'entrée du restaurant **demain mardi 31 janvier***. Toutes les feuilles seront transférées le lendemain dans la poubelle de Tours lors de l'AG avec le PDG.



#### LE RIFSEEP A LA POUBELLE !

Je refuse la mise en place de ce système inégalitaire  
et je demande à nouveau au Ministère et à la Direction Générale INRA  
que les ITA de l'INRA en soient exemptés  
comme le sont ceux d'autres organismes (IFREMER, ...)

Unité :

Signature :



***Voilà également une liste de questions que nous entendons poser lors de la rencontre du PDG avec les organisations syndicales, puis en AG. Cette liste n'est pas exhaustive, faites nous part de vos suggestions :***

- Plusieurs années après la fusion contestée d'Orléans-Bourges avec Tours, le site d'Orléans apparaît comme le « parent pauvre » sur tous les plans, avec des conséquences importantes sur le travail, le moral et la motivation des personnels. Quelles garanties le PDG nous donne-t-il pour la pérennité du site d'Orléans ?

- Votre affichage prioritaire vers « l'innovation » pose problème pour toutes les recherches fondamentales mais aussi pour les recherches finalisées concernant les secteurs non marchands. Ces recherches sont largement dominantes sur le site d'Orléans. Quel devenir pour les recherches en EFPA et EA ?

- Quel devenir pour les unités expérimentales et le renouvellement de leurs personnels, largement mises à mal bien que pourtant indispensables à l'activité de recherches ? Vous entendez « labelliser » ces unités expérimentales, avec selon nous une visée de rentabilité marchande en toile de fond. Quel devenir (moyens, personnels, ...) pour les unités qui ne seraient pas labellisées ?

- La politique de financement sur appels d'offres amène nombre d'unités dans une impasse, et transforme les personnels scientifiques en chercheurs de contrats, investissement gigantesque pour un résultat de moins en moins probant, et très décourageant. Comment comptez-vous rétablir un soutien de base digne de ce nom, qui ne se limite pas au paiement des fluides ?

- Dans votre discours, il est beaucoup question de rapprochement avec l'enseignement supérieur. La COMUE Léonard de Vinci vient d'exploser, puis l'Université de Tours vient d'annoncer son refus de fusionner avec celle d'Orléans qui affiche un déficit gigantesque. Qu'irait faire l'INRA dans cette galère où mutualisation ne peut signifier que transfert de personnels, équipements et crédits INRA vers l'université ? Nous vous demandons de confirmer que l'INRA n'intégrera pas la COMUE en gestation.

- Après la privatisation de l'accueil d'Orléans passée quasi-clandestinement, et que nous dénonçons, nous avons des raisons de craindre la même chose sur des services comme gardiennage, entretien, etc... Quelles garanties pouvez-vous nous donner ?

- Nous avons été choqués par la mise en place à Orléans d'une nouvelle tarification de la restauration, conduisant à une différenciation importante entre différentes catégories de personnels, postdocs et doctorants notamment, dès lors que leur salaire n'était pas versé directement par l'Institut alors que ces personnels sont pourtant mis à disposition de l'INRA et concourent directement à nos recherches. Quelles mesures comptez-vous prendre pour rétablir l'équité entre personnels de même niveau ?

- De multiples blocages au niveau du Centre empêchent les doctorants d'assurer des enseignements à l'université, pourtant importants dans le contexte actuel pour la suite de leur carrière. Le PDG entend-il lever ces blocages ?

- Toutes les situations énumérées ci-dessus conduisent à un malaise profond chez les personnels, exprimé ouvertement dans certaines unités, latent dans d'autres. A l'inverse, la présidence de centre tend à repousser systématiquement la poussière sous le tapis, notamment en refusant de considérer l'intérêt d'expertises indépendantes au niveau du CHSCT. Comment comptez-vous avancer sur ce plan ?



## Sections de TOURS

Le 1<sup>er</sup> Février, le PDG de l'INRA, Philippe Mauguin, viendra pour la 1<sup>ère</sup> fois sur le Centre Val de Loire, à Tours.

Dans toutes ses visites de centres, et encore récemment à Montpellier et Toulouse, les personnels l'ont accueilli en affichant massivement leur **refus de la mise en place du RIFSEEP**, cette prime inégalitaire qui ne pourrait que diviser les personnels, mettre à mal nos statuts et disloquer le travail d'équipe. Contrairement à ce qui est dit ici et là, **rien n'est joué** tant que ne sont pas votés et parus les décrets ministériels imposant ce système aux agents INRA. En conséquence, lors du Comité Technique INRA du 24 Janvier, **tous les syndicats de l'INRA, CGT, CFDT, SUD, CFTC, ont affiché leur refus de participer au groupe de travail** que la Direction voulait constituer pour discuter du RIFSEEP, tant que l'arrêté fixant les seuils et les plafonds n'était pas promulgué avec le budget en accord. Aujourd'hui, le PDG vient de renoncer à mettre ce groupe en place. **Enfonçons donc le clou et, comme nos collègues des autres centres INRA, proclamons notre opposition au RIFSEEP !**

Pour cela, nos sections syndicales mettront à la disposition des personnels, dans la salle où se tiendra l'Assemblée Générale avec le PDG, **une grande poubelle siglée « Le Rifseep à la poubelle »**. Elles invitent les agents à y jeter, après l'avoir signée, la feuille à découper ci-dessous.



### LE RIFSEEP A LA POUBELLE !

Je refuse la mise en place de ce système inégalitaire et je demande à nouveau au Ministère et à la Direction Générale INRA que les ITA de l'INRA en soient exemptés comme le sont ceux d'autres organismes (IFREMER, ...)

Unité :

Signature :



***Voilà également une liste de questions que nous entendons poser lors de la rencontre du PDG avec les organisations syndicales, puis en AG. Cette liste n'est pas exhaustive, faites nous part de vos suggestions :***

- Plusieurs années après la fusion contestée d'Orléans-Bourges avec Tours, le site d'Orléans apparaît comme le « parent pauvre » sur tous les plans, avec des conséquences importantes sur le travail, le moral et la motivation des personnels. Quelles garanties le PDG nous donne-t-il pour la pérennité du site d'Orléans ?
- Votre affichage prioritaire vers « l'innovation » pose problème pour toutes les recherches fondamentales mais aussi pour les recherches finalisées concernant les secteurs non marchands. Ces recherches sont largement dominantes sur le site d'Orléans. Quel devenir pour les recherches en EFPA et EA ?
- Quel devenir pour les unités expérimentales et le renouvellement de leurs personnels, largement mises à mal bien que pourtant indispensables à l'activité de recherches ? Vous entendez « labelliser » ces unités expérimentales, avec selon nous une visée de rentabilité marchande en toile de fond. Quel devenir (moyens, personnels, ...) pour les unités qui ne seraient pas labellisées ?
- La politique de financement sur appels d'offres amène nombre d'unités dans une impasse, et transforme les personnels scientifiques en chercheurs de contrats, investissement gigantesque pour un résultat de moins en moins probant, et très décourageant. Comment comptez-vous rétablir un soutien de base digne de ce nom, qui ne se limite pas au paiement des fluides ?
- Dans votre discours, il est beaucoup question de rapprochement avec l'enseignement supérieur. La COMUE Léonard de Vinci vient d'exploser, puis l'Université de Tours vient d'annoncer son refus de fusionner avec celle d'Orléans qui affiche un déficit gigantesque. Qu'irait faire l'INRA dans cette galère où mutualisation ne peut signifier que transfert de personnels, équipements et crédits INRA vers l'université ? Nous vous demandons de confirmer que l'INRA n'intégrera pas la COMUE en gestation.
- Nous sommes très vigilants sur la mise en place de la « mutualisation des services d'appuis du département PHASE sur le site de Tours ». Après moult péripéties et retards l'administration ; sur une demande pressante du CHSCT, a enfin décidé de la mise en place d'une « Évaluation d'impact et accompagnement de cette mutualisation » par une société extérieure. Quel est votre position sur ce dossier et comment allez vous y inclure les représentants du personnel qui sont à l'origine de cette demande ?
- Toutes les situations énumérées ci-dessus conduisent à un malaise profond chez les personnels, exprimé ouvertement dans certaines unités, latent dans d'autres. A l'inverse, la présidence de centre tend à repousser systématiquement la poussière sous le tapis, notamment en refusant de considérer l'intérêt d'expertises indépendantes au niveau du CHSCT. Comment comptez-vous avancer sur ce plan ?

**Tract intersyndical CFTC et CFDT diffusé sur le site de Tours pour comparaison : cherchez la différence ! Notez déjà qu'il n'y a pas de verso**



### Sections de Tours



Le 1<sup>er</sup> Février, le PDG de l'INRA, Philippe Mauguin, viendra pour la 1<sup>ère</sup> fois sur le Centre Val de Loire, à Tours.

Dans toutes ses visites de centres, et encore récemment à Montpellier et Toulouse, les personnels l'ont accueilli en affichant massivement leur **refus de la mise en place du RIFSEEP** si ses risques ne sont pas pris en compte. Cette prime susceptible d'être inégalitaire et d'entraîner une division des personnels, pourrait mettre à mal nos statuts et disloquer le travail d'équipe. Contrairement à ce qui est dit ici et là, **rien n'est joué**. En conséquence, lors du Comité Technique INRA du 24 Janvier, **les syndicats CFDT et CFTC**, n'ont pas souhaité participer au groupe de travail que la Direction voulait constituer pour discuter du RIFSEEP, **tant que l'arrêté fixant les seuils et les plafonds n'était pas promulgué avec le budget en accord**. Aujourd'hui, le PDG vient de renoncer à mettre ce groupe en place. **Enfonçons donc le clou et, comme nos collègues des autres centres INRA, proclamons notre opposition à un RIFSEEP qui serait délétère pour les agents!**

Pour montrer notre implication dans la négociation du RIFSEEP, nos sections syndicales mettront à la disposition des personnels, dans la salle où se tiendra l'Assemblée Générale avec le PDG, **une grande poubelle siglée « Le RIFSEEP à la poubelle »**. Elles invitent les agents à y jeter, après l'avoir signée, la feuille à découper ci-dessous.



#### **LE RIFSEEP A LA POUBELLE !**

Je refuse la mise en place d'un système inégalitaire, susceptible d'altérer le travail et la cohésion des équipes.

Je demande à nouveau, que le Ministère et la Direction Général de l'INRA, que les ITA soient exemptés comme le sont certaines autres organismes EPST.

Unité :

Signature :

